



Le dialogue social de Suresnes mis à l'honneur lors du Sommet mondial du travail

Béatrice de Lavalette, adjointe au maire de Suresnes était invitée à Genève pour présenter les avancées de la politique pionnière de la Ville devant la Conférence organisée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).



La politique de Dialogue social de la Ville de Suresnes a été à plusieurs reprises citée en exemple lors du Sommet mondial du travail, organisé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à Genève où Béatrice de Lavalette, adjointe au maire de Suresnes en charge des Ressources humaines et du Dialogue social, était invitée à représenter la Ville, du 8 au 11 juin.

L'occasion pour l'élue, qui était accompagnée d'un représentant CGT de la ville, de saluer devant les représentants des travailleurs, employeurs et gouvernements issus de 187 pays réunis au Palais des Nations Unies, la décision de l'OIT d'ériger le 10 juin au rang de « *droit fondamental pour les travailleurs* » la santé et la sécurité au travail.

Au centre de l'action pionnière de Suresnes, concrétisée par 38 accords souvent uniques dans la fonction publique, les thèmes du **dialogue social, de l'égalité femmes-hommes, du bien-être, de la santé et de la sécurité au travail** (érigé pour ce dernier au rang de droit fondamental au travail) étaient au cœur des thématiques portées cette année par la Conférence Internationale du Travail (CIT).

Fort de l'expertise acquise, Béatrice de Lavalette a notamment souligné que « *le bien-être au travail est un formidable levier de performance collective et individuelle* ».

L'action menée dans le cadre de **l'égalité femmes-hommes** a trouvé à Genève un écho particulier. Suresnes, qui est une des quatre seules communes à avoir obtenu le label AFNOR « *Égalité professionnelle* » en 2014, 2017 et 2021, a ainsi été invitée à rejoindre l'initiative internationale Global Deal en 2018 et surtout à prendre la tête du groupe « *Égalité professionnelle femmes-hommes* ». Les axes soulignés dans ces travaux ont été présentés l'année dernière par l'élue suresnoise à Elisabeth Borne et Elisabeth Moreno, notamment la lutte contre les violences faites aux femmes dans le cadre de la ratification par la France de la convention 190 de l'OIT ou l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Les résultats de la ville, qui a notamment **réussi à réduire l'écart salarial entre les femmes et les hommes** de seulement 1,2 % (14 % dans la fonction publique, 22 % dans le privé), ont particulièrement impressionné, la direction Égalité des genres de l'OIT. L'agence de l'ONU spécialisée dans le droit du travail a proposé à l'élue suresnoise de **présenter, après l'été, cette politique à la « Coalition internationale pour l'égalité salariale » (EPIC)**, composé de l'OIT, ONU femmes et l'OCDE, ainsi qu'à l'occasion d'un sommet de l'Afrique de l'Ouest sur les violences faites aux femmes.

Cette mission a par ailleurs permis à la délégation suresnoise de présenter les derniers accords suresnois à la direction de l'OIT, à la vice-présidente des employeurs, des travailleurs ainsi qu'aux représentants des syndicats ou organisations patronales françaises (CGT, UNSA, CPME), comme à la représentante des travailleurs français Béatrice Lestic, issue de la CFDT.

Enfin, la direction de l'OIT a proposé d'organiser **une conférence** avec des représentants, dont certains seraient issus du secteur public, **au cours de laquelle Suresnes présenterait son « modèle de dialogue social »** et ses accords concrets en matière de dialogue social, d'égalité femmes-hommes, de handicap et de bien-être au travail.